

12 octobre 2010

**Déclaration de S.E. M. Joseph Deiss,  
Président de la 65ème Session de l'Assemblée Générale,  
à l'occasion de la Rencontre avec le groupe des Ambassadeurs  
francophones**

Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

C'est avec grand plaisir que je me trouve parmi vous cet après-midi et je remercie son Excellence Gérard Araud pour cette aimable invitation.

Je suis fier d'appartenir à la grande communauté francophone, et je suis heureux, en parlant le français à l'Assemblée générale, de contribuer concrètement à sa défense comme langue officielle et langue de travail au sein des Nations Unies.

Mais la francophonie ne saurait se réduire à la seule utilisation du français. La francophonie met la langue en partage et le dialogue des cultures au service de la paix, de la sécurité et du développement. Ce sont autant de missions communes à la francophonie et aux Nations Unies et de fait, une coopération fructueuse a lieu dans les domaines du maintien de la paix, de la prévention des conflits, de l'assistance électorale, et de la promotion des droits de l'homme.

La présence conjointe de nos deux organisations dans de nombreux pays témoigne de cette communauté d'intérêts et de la vigueur de notre partenariat.

La participation de l'espace francophone aux Nations Unies est essentielle. Que serait l'organisation sans les septante Etats et gouvernements qui appartiennent à cet espace? L'étendue géographique de la francophonie sur plusieurs continents, la grande multiplicité de conditions politiques, économiques, écologiques et sociales, la pratique du dialogue et de l'ouverture à l'autre au sein de votre groupe, sont autant d'éléments indispensables à l'émergence de solutions consensuelles, qui sont le moteur des travaux de l'Assemblée générale.

Votre soutien au cours de cette 65ème session pour faire progresser les dossiers sur lesquels je souhaite concentrer les efforts de l'Assemblée générale, lutte contre la pauvreté, développement durable et gouvernance globale, va être précieux. Ces dossiers sont d'une grande importance pour nombre de pays de votre groupe.

Le rapport 'La Francophonie et les objectifs du Millénaire pour le développement', présenté par l'Organisation internationale de la Francophonie lors du sommet qui vient de se tenir, en témoigne. A l'issue de ce sommet, nous avons donné à la communauté internationale un message

fort quant à notre volonté de tenir la promesse faite en l'an 2000 et de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.

Ce qui compte maintenant, c'est que nos paroles soient suivies d'actions et qu'elles aient des retombées concrètes pour les millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui vivent dans la pauvreté. Et le rapport que je viens de mentionner ne montre que trop, que si des progrès ont été faits dans la réduction de l'extrême pauvreté et de l'éducation pour tous, pour nombre de pays d'Afrique, les objectifs resteront inatteignables sans des efforts supplémentaires.

Il va nous falloir faire un suivi étroit de la mise en œuvre de nos engagements. J'entends bien que l'Assemblée générale joue son rôle dans ce suivi. Il faut que l'importance de cette thématique soit rappelée dans nos débats tout au long de l'année.

Mais nous le savons tous, il n'y aura de véritable succès que si le développement est durable, que si nos structures économiques se font plus respectueuses de l'homme et de son environnement et que la satisfaction de nos besoins ne mette pas en péril la satisfaction de ceux de nos enfants et petits-enfants. Le développement durable est un autre thème majeur à l'agenda de cette 65ème session.

L'Assemblée générale a déjà tenu une réunion de haut niveau il y a deux semaines sur la biodiversité. Une autre réunion sur le même thème est à venir en octobre à Nagoya. Je salue à cet égard la contribution faite par l'Organisation internationale de la Francophonie à la célébration de l'année internationale de la biodiversité par la présentation de l'Atlas de la biodiversité des pays de l'espace francophone.

Des décisions importantes vont aussi devoir être prises dans le domaine du changement climatique avec la prochaine réunion de Cancun.

Les questions liées au développement et celles touchant à l'environnement ne sont que deux domaines parmi tant d'autres aujourd'hui où les défis sont d'une telle ampleur et d'une telle nature que les réponses à y apporter ne peuvent être que le fruit de stratégies globales.

Ceci m'amène au troisième thème majeur à l'agenda de la 65ème session, celui de la gouvernance globale.

Je l'ai dit en ouverture du débat général pour lequel j'avais proposé le thème 'réaffirmer le rôle central de l'ONU et de son Assemblée générale dans la gouvernance globale' : l'ONU est la pièce centrale du système de gouvernance globale où doivent se forger les solutions mondiales. L'ONU est le forum pré-éminent du débat global. Elle possède une légitimité unique pour le faire, de par le nombre de ses États Membres; elle a en outre une expertise et une présence unique sur le terrain pour le faire.

Mais il y a danger aujourd'hui de plus en plus grand que l'ONU soit marginalisée face à l'émergence d'autres acteurs sur la scène internationale. L'ONU est critiquée : elle n'est pas

assez efficace, elle est trop lourde. Il paraît plus facile et plus rapide de décider d'une action urgente dans un cadre plus restreint. D'où l'émergence du G8, du G20 et d'autres groupes informels de concertation.

Il ne s'agit pas de nier le rôle que peuvent jouer des entités comme le G20. La crise économique et financière a montré l'importance d'une réponse coordonnée et rapide.

Mais il est indispensable, et urgent, d'instaurer des ponts entre les efforts déployés par les divers acteurs. Il faut améliorer les mécanismes d'information, de consultation et de coopération entre ces entités et les pays qui n'en font pas partie. Cela, seule l'ONU et son Assemblée générale peuvent le faire.

Je suis heureux que le thème proposé pour le débat général ait trouvé un vaste écho à New York : des États-Unis au Bénin, en passant par la France, le Brésil ou Saint-Vincent-et-les Grenadines, pratiquement tous les États Membres présents se sont exprimés sur le thème de la gouvernance globale.

Beaucoup de voix ont reconnu le rôle unique de l'ONU, mais tout en émettant de nombreuses réserves sur son efficacité et en martelant le besoin urgent de poursuivre les réformes en cours.

J'entends bien que l'Assemblée générale s'y attache au cours de cette session ; je viens de reconfrmer les deux co-facilitateurs en charge des revues du Conseil des droits de l'homme et de la Commission de consolidation de la paix ainsi que l'Ambassadeur Tanin pour le processus de réforme du Conseil de sécurité.

La revitalisation de l'Assemblée générale reste à l'ordre du jour. Il s'agit d'assurer que les travaux se déroulent de façon prévisible, constructive et efficace. Il s'agit aussi d'assurer que chacun puisse se faire entendre dans les meilleures conditions et, pour cela, il est important que le français soit pleinement reconnu et respecté comme langue de travail.

En ce qui concerne l'articulation de la gouvernance globale, j'ai l'intention d'organiser un débat informel avant et après le sommet du G20 avec le Secrétaire général et le pays hôte du G20. Ce sera l'exemple d'un premier de ces ponts qu'il s'agit de construire entre notre organisation et les nouveaux acteurs de la gouvernance globale.

Excellences,  
Distingués délégués,

Votre groupe est directement partie prenante aux différents thèmes que je viens d'évoquer. En matière de gouvernance, il présente la particularité de compter à la fois des pays non membres du G20 et des pays qui sont, eux, membres du G20 et du G8. Je me réjouis de mieux connaître vos vues et de travailler avec vous au cours de cette année de présidence.

Enfnement, je ne saurais conclure sans mentionner encore que je suis heureux qu'il revienne à mon pays, la Suisse, d'être l'hôte du prochain sommet de la francophonie. C'est un véritable

privilège à l'heure où l'organisation fête ses 40 ans, et je lui formule mes meilleurs vœux de longévité.